

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

MARDI

28

OCTOBRE

1975

N° 22

1,50 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

DESUNION DE LA GAUCHE ET IMPASSE GISCARDIENNE

«La gauche n'est plus crédible» affirmait le rapporteur de la CFDT lors du dernier conseil national !

Constatation forcée et tardive ! Surtout dans la bouche d'un représentant d'un syndicat dont la direction s'est attachée dans la dernière période à présenter la «victoire» électorale de la gauche unie comme une réponse décisive aux aspirations du peuple de notre pays à une autre société !

Mais effectivement qui pourrait croire aujourd'hui que la «gauche» offre des solutions aux problèmes rencontrés par les travailleurs. Quand on entend parler Marchais c'est pour enregistrer ses doléances contre son allié accusé tour à tour de «courtiser» Giscard, ou de se faire le complice des campagnes contre le PCF de Poniatowski. Quand on écoute le PS, c'est pour entendre Deferre affirmer qu'il préfère pour les prochaines élections municipales (dans un an et demi) faire une liste avec ses collègues centristes plutôt qu'avec le PCF.

Bref, bien plus que par ses propositions, c'est par ses querelles internes que la gauche s'illustre aujourd'hui. Que faire contre le chômage et son extension, que faire contre la répression développée par Poniatowski,



Les dactylos en lutte du Groupe d'Assurance de Paris : «Nous ne servirons pas de faire-valoir au P(C)F» (voir article page 5)

Autant de questions laissées sans réponse et pour cause par ces messieurs de la gauche. Le PCF répond «programme commun» ! Mais au-delà du programme de nationalisations quelle partie du programme commun n'a pas été pillée en partie ou par les réformettes de Giscard ! Droit de vote à 18 ans, réforme de l'avortement, réforme de l'entreprise, réforme de la retraite, formation professionnelle... Combien de projets de loi proposés par la gauche, repris par la droite. Quant aux nationalisations sans parler de l'avis des travailleurs de Renault, de la SNCF bien au courant du bain que constituent ces entreprises, il suffit de s'adresser aux travailleurs de Berliet, récemment passé sous le contrôle de Renault pour voir les transformations

«radicales» qu'introduirait l'allongement de la liste des nationalisations.

Que le fossé de la gauche s'approfondisse encore plus c'est une réalité indéniable ! Mais y a-t-il d'un côté ou de l'autre une alternative pour les travailleurs ?

Le PS, et toute sa tactique depuis plus d'un an le révèle, vise un but précis : profiter au maximum de l'union de la gauche pour renforcer son potentiel électoral, et ne rompre en aucun cas les ponts, qui l'unissent de longue date avec la droite ; il se réserve ainsi la possibilité en tant que parti charnière de participer aux futures combinaisons gouvernementales de droite ou de gauche. *Suite p.4*

A NOUVEAU LES CRS CONTRE LES GREVISTES D'AIR FRANCE

Hier matin, comme chaque jour, les travailleurs d'Air France débrayaient et occupaient les pistes d'envol. Tôt, les grévistes d'Orly-

Nord, en cortège, rejoignaient ceux d'Orly-Sud. Ayant établi la jonction, ils convergèrent en défilant vers le lieu qui était prévu. A ce moment,

les CRS intervenaient pour bloquer le passage. Ceux-ci avaient l'ordre d'intervenir par la force si les travailleurs refusaient de dégager. Mais ils ont passé outre et ont réussi à pénétrer dans l'aérogare. Deux heures durant, dans le hall de la gare, ils ont scandé leur volonté de lutte et ont couvert, sans faiblir, par leurs voix, les annonces des départs et des arrivées. La répression qui s'accroît depuis la semaine dernière où les CRS ont dégagé par la force des avions de certains hangars à Roissy, n'a fait que renforcer la lutte. Aujourd'hui, il est prévu que le mouvement s'étende à d'autres secteurs encore au travail. Cette semaine est décisive : mercredi, le conseil des ministres décidera du sort d'Air France.

liban manifestation sous les balles

Page 8

notre correspondance de Beyrouth

Au Liban, les combats font toujours rage dans la capitale, Beyrouth que les riches européens ont commencé à quitter. Cependant la volonté populaire de mettre fin aux provocations réactionnaires, causée de la poursuite des engagements, s'affirme de plus en plus nettement. Des manifestants sont descendus dans la rue, exigeant le cessez-le-feu, affirmant leur attachement à l'unité nationale : «Nous voulons un seul Liban, un Liban libanais, musulman et chrétien». C'est une réplique directe aux «phalanges» de Gemayel qui entretiennent les combats, et prônent une partition du pays sur des bases religieuses.



franco

fin de
regne

A Madrid, les bulletins de santé publiés dans la journée indiquent que Franco continue à mettre longtemps à mourir. Dans les masses populaires, comme dans les milieux réactionnaires, on se prépare d'ores et déjà pour les jours qui suivront cette disparition, trop longtemps attendue.

nos informations Page 7

la vie du journal

**dans
notre courrier**

T.V. DE PARIS.

Je vous écris tout d'abord pour vous envoyer mes félicitations pour votre journal (ou le notre)... Mais bien sûr tout n'est pas encore correct.

(...), il ne suffit pas de dénoncer le PCF verbalement et théoriquement, mais dans sa pratique de tous les jours...

— Il faut dénoncer Mitterrand et son P«S», car si Henu fait une déclaration «correcte» il n'en est pas moins vrai que c'est de l'opportunisme le plus vil, ce que vous avez dénoncé.

— Que pensez-vous d'un travail de désintoxication des masses sur le «problème» de la jeunesse car après avoir accusé les immigrés, on accuse les jeunes aujourd'hui (et pourquoi pas demain les femmes) de créer le chômage.

— Peut-être faudrait-il parler aussi de la misère de la vie quotidienne aussi bien dans la famille qu'au travail. Il faut en parler de cette tristesse et de cette amertume qui enveloppe notre vie, car contre cela aussi il faut se révolter.

Sur ce je vous quitte avec toutes mes salutations révolutionnaires.

Je ne suis pas au PCR, mais proche d'une autre organisation marxiste-léniniste (Révolution), et je pense qu'il est nécessaire que le PCR, Révolution et l'OC-GOP travaillent ensemble sur beaucoup de points. D'autre part serait-il possible de faire une histoire du retour au capitalisme en URSS, pourquoi pas en feuilleton ?

DU CREUSOT.

Habitant le Creusot, je vous envoie une information complétant l'article «Jarrot : les gros ça ne polluent pas» paru le jeudi 23/10/75. Jarrot, ministre de «la qualité de la vie» est également député-maire de Montceau-les-Mines et président de la Communauté Urbaine Montceau-Le Creusot. Qu'en est-il de la qualité de la vie dans cette région ? Le groupe Creusot Loire (53 usines,

43 filiales directes, 48 500 personnes, 9 milliards de chiffre d'affaires) fabrique à son aciérie du Breuil des aciers spéciaux contenant du fluor et du molybdène. Les fumées s'échappant des cheminées déversent continuellement leurs produits toxiques sur la ville et la campagne. Début 74 les premiers cas de fluorose ont été décelés parmi les cheptels des villages voisins du Creusot. Le bétail meure par amaigrissement dû à un manque d'appétit, par articulations soudées, fractures...

Devant cette situation, les paysans se sont constitués en comité de défense. Ils ont obtenu une indemnisation de 75 millions de francs de la direction de Creusot-Loire. Mais ils ne veulent pas en rester là. Ils se battent pour l'arrêt de cette pollution.

A propos de l'ouverture du débat parlementaire sur les budgets de la santé et de la sécurité sociale, un lecteur nous écrit :

«...La question de la sécurité sociale ne peut être ramenée à une question de parts de gestion, comme s'évertuent à le faire les révisionnistes qui clament à cor et à cri qu'avant les ordonnances de 1967, la sécurité sociale était aux mains des travailleurs, du fait qu'une part de la gestion leur était octroyée. (...)

Les aspirations des masses, la bourgeoisie les tait et préfère ériger en montagne le débat de nos parlementaires sur les budgets, et le déficit de la sécurité sociale ; ces aspirations, ce sont celles qu'ont manifestées les travailleurs hospitaliers en pratiquant des soins gratuits, ce sont celles des travailleurs de la Pennaroya qui ont engagé la lutte pour la reconnaissance des maladies professionnelles, rappelons que la S.S. n'en reconnaît, de nos jours, que 64. Ce sont les aspirations manifestées par des milliers de travailleurs quotidiennement usés et mutilés par la bourgeoisie, ce sont aussi celles des employés de la sécurité sociale qui aujourd'hui commencent à poser la question de la médecine gratuite et du rôle d'un tel organisme qui outre le prélèvement de l'impôt appelé «cotisation» n'a comme but que de monnayer les méfaits de l'organisation capitaliste du travail.»

un employé de la sécurité sociale
PARIS

A cette occasion nous proposons de faire le point sur l'institution de la sécurité sociale, sa réalité vécue par la classe ouvrière d'une part, et par les employés qui y travaillent d'autre part, et sur les luttes menées, l'unité à construire sur ce terrain. Envoyez vos remarques, expériences et contributions, cette semaine au Quotidien du Peuple.

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL.
Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :
QUOTIDIEN DU PEUPLE
en téléphonant au :
208 65 61 PARIS
de 8h30 à 13h.

COMMUNIQUÉS

AIX-EN-PROVENCE

Appel à une réunion d'information à l'initiative du Comité pour la marche sur Hendaye,

le mardi 28 octobre
à 18 H, au cinéma ARSENAL

Communiqué du Secrétariat National de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire

Le Secrétariat National de l'UCJR appelle tous les jeunes à descendre dans la rue le jour de l'annonce de la mort de Franco, à organiser des rassemblements populaires, pour manifester notre solidarité avec les peuples d'Espagne et exiger la libération de tous les prisonniers politiques.

Il appelle, d'autre part, les lycéens et collégiens à observer des arrêts de cours le jour où le pantin Juan Carlos sera couronné, à tenir pendant ces arrêts de cours des assemblées générales pour discuter et organiser la poursuite du soutien à la lutte des peuples d'Espagne.

Communiqué du Collectif Films Grains de Sable
15, rue Renan 92600 - ASNIÈRES
Tél. 793.00.66

Après le simulacre de réforme proposé par le gouvernement, il devient urgent de s'unifier dans la lutte contre la spéculation immobilière.

«La ville est à nous, reprenons la»

est un film qui relate la bataille que mènent les habitants contre la déportation et les responsables de la spéculation immobilière qui agissent avec la complicité des Pouvoirs Publics.

Ce film sera projeté au cinéma Entrepot, 7, rue Francis de Presensé - 75014 - M^o Pernety, le samedi 1^{er} novembre 1975, à 11 h.

Cette projection sera suivie d'un débat au cours duquel seront envisagées et discutées les façons dont ce document pourra être utilisé par les militants pour informer et mobiliser les habitants dans leurs quartiers.

**POUR
UN DOUZE PAGES
SIX JOURS
PAR SEMAINE
15 MILLIONS
TOUT DE SUITE**

C'est un des signes du succès du Quotidien du Peuple : vous êtes nombreux depuis le début de la parution à demander une intervention plus large du journal dans tous les domaines. Et vous n'entendez pas non plus que cela se fasse au détriment de telle ou telle rubrique, de telle ou telle page déjà existante. Des syndicalistes, des travailleurs insistent pour que nous donnions plus de place aux luttes ouvrières. C'est vrai qu'aujourd'hui beaucoup de correspondances ouvrières nous arrivent et ne trouvent pas leur place dans le cadre du 8 pages. Il n'est pas possible de s'y résigner. Vous êtes nombreux aussi à demander une parution 6 jours sur 7 et à regretter que le samedi, où les travailleurs ont davantage le temps de lire, le journal ne paraisse pas.

L'expérience de l'équipe de rédaction, les nombreux problèmes à résoudre au début, rendaient difficile d'envisager jusqu'à présent une parution plus fréquente et plus abondante.

Il faut un journal qui donne toute leur place aux luttes ouvrières et paysannes. C'est la condition pour qu'il serve de manière efficace à briser l'isolement.

— un journal capable non seulement d'apporter le point sur l'information bourgeoise, mais capable aussi de «faire» sa propre information, de parler de ce dont la bourgeoisie ne parle pas, où trouvent leur place des reportages nombreux et variés.

— un journal qui puisse parler comme il le doit de l'oppression multiforme que subissent les masses.

Il faut un journal qui puisse véritablement jouer son rôle sans être limité par le cadre étroit des huit pages.

Nous proposons que d'ici 15 jours :

— le Quotidien du Peuple paraisse le samedi

— et sur 12 pages quotidiennes.

Ce projet qui va dans le sens d'une amélioration du journal, est le meilleur atout pour la progression de sa diffusion, pour son enracinement dans les masses, c'est une garantie pour l'avenir.

Camarades, ce projet n'est réalisable que si une part importante des 50 millions est rassemblée d'ici là : c'est 15 millions à réunir tout de suite !

EN AVANT POUR LE 12 PAGES SIX JOURS SUR SEPT !

**souscription
au 24 octobre**

Paris		des ouvriers de CGEE	65 F
collecte	63 F	Lille	
un couple de sympathisants	50 F	un prof stagiaire	150 F
Nanterre		une mère de famille	10 F
une employée de Prisunic	20 F	un assistant de fac	100 F
des jeunes	18 F	deux professeurs	200 F
un ouvrier retraité	10 F	un ouvrier	200 F
collectes	35 F	une ouvrière	200 F
Sainte-Geneviève-des-Bois		Béthune	
un journaliste	100 F	une mère de famille	250 F
Ivry		Roubaix	
un couple d'intellectuels	100 F	un retraité	100 F
deux prêtres ouvriers	100 F	Paris	
collectes	20 F	un étudiant congolais	100 F
Caen		Nice	
une ouvrière	20 F	un employé de banque	50 F
des jeunes immigrés	15 F	Abonnements transformés en souscription :	
Angers		Douai	
un artisan	500 F	un instituteur	250 F
un étudiant	100 F	Béthune	
Saint-Chamond		Mme G.	250 F
un sympathisant	100 F	Bordeaux	
Lyon		un employé de la	
une mère de famille	100 F	Sécurité Sociale	250 F
des paysans	50 F	Aix	
un sympathisant	300 F	deux animateurs	500 F
un documentaliste	200 F	total de la semaine	5 529 F
des professeurs	130 F	Total déjà souscrits pour les 50 millions	91 519 F
un instituteur	50 F	reste à souscrire pour les 50 millions	408 481 F
un instituteur en retraite	100 F		
des travailleurs de Paris-Rhône	10 F		
collecte à la			
librairie populaire	80 F		
un assistant ORTF	500 F		
un ouvrier de Brandt	70 F		
une ouvrière	8 F		
un ouvrier	5 F		

**abonnez
vous**

250 F 1 AN
150 F 6 MOIS
80 F 3 MOIS
30 F 1 MOIS

Nom
Profession
Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

Le Quotidien du Peuple
(publication du PCR (ml))
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris cedex 19

CCP n° 23 132 48 F Paris

Directeur de publication :
Y. CHEVET
imprimé par L.M.F.
Diffusé par les NMPP

JE SOUSCRIS

10 F 50 F 100 F F

Nom
Profession
Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

BUDGET

DES IMPOTS EN AUGMENTATION POUR LES TRAVAILLEURS

Les députés ont adopté vendredi la première partie du budget, consacrée aux recettes, c'est-à-dire comment vont être financées les dépenses budgétaires qui vont être discutées les jours qui viennent. Comme prévu, très peu de modifications ont été apportées aux projets du gouvernement. Seul changement notable : la taxation des films «pornographiques» (étendue à tous les films interdits aux moins de 18ans) a été renforcée par les députés. Stimulés par le sujet, ils ont rivalisé d'éloquence vertueuse et indignée dans le débat, mais sans toujours pouvoir masquer le fond de leur pensée.

Les impôts sur le revenu augmenteront de 25 % l'an prochain, malgré un certain nombre de mesures présentées comme des «allègements» par le Ministre des Finances, mais qui n'ont pour objet que de corriger -très partiellement- l'effet de la hausse des prix sur les barèmes (relèvement des tranches d'imposition, des limites d'exonération, de l'abattement spécial pour les personnes âgées et les invalides). Les frais de garde des enfants pourront être déduits du revenu des chefs de famille célibataires, dans la limite de... 1800 F (1150 F par mois). Ce qui n'apporte pas grand chose aux femmes obligées de recourir aux services d'une nourrice, faute de crèche.

Les impôts sur la consommation seront eux aussi en augmentation (de 14 %), notamment par l'accroissement des taxes sur le tabac, le tiers et l'alcool.

Pour l'essentiel, ces suppléments d'impôts seront supportés par les travailleurs. Ainsi, un ouvrier payé au SMIC paiera au moins 17 % d'impôts en plus.

Par contre, les impôts sur la fortune n'augmenteront que de 14 %, et ceux des sociétés diminueront même de 7 % !

DES ENTREPRISES NATIONALISEES QUI NE RAPPORTENT QU'À LA BOURGEOISIE

Les recettes de l'Etat, autres que l'impôt (les revenus tirés des entreprises nationalisées entre autres), ne participeront encore en 1976 que pour une part minime au budget : (6 %). La politique de la bourgeoisie envers les entreprises nationalisées explique ce phénomène. D'une part les tarifs préférentiels accordés par les entreprises nationalisées aux industriels, entraînent un déficit pour la plupart d'entre elles, déficit comblé grâce aux impôts prélevés sur les travailleurs. D'autre part, les autres entreprises nationalisées (telles que Renault, les banques nationalisées, les assurances,...), gérées comme des entreprises privées, réinvestissent la totalité de leurs bénéfices pour s'agrandir et faire face à la concurrence. Autrement dit, les nationalisations ne rapportent rien, ni aux travailleurs, ni à l'Etat, et il

ne peut en être autrement tant que ce sera la bourgeoisie qui détiendra le pouvoir, dans l'entreprise comme dans l'Etat.

UN SYSTEME FISCAL QUI REFLETE UNE POLITIQUE DE CLASSE

Le système fiscal d'un pays reflète en général assez bien la politique de la classe au pouvoir. Ainsi en France, on a assisté depuis 20 ans à une croissance régulière des impôts sur la consommation, qui constituent maintenant 61 % des recettes de l'Etat. Ces impôts frappent plus lourdement les familles aux revenus modestes, dont presque tout le revenu est consommé, que les autres dont une partie du revenu est épargné. En 1976, un ouvrier payé au SMIC paiera plus de 2 mois de salaire en TVA, taxes sur l'essence, le tabac... En ce qui concerne les impôts sur le revenu, le gouvernement procède depuis 10 ans à un allègement des impôts des artisans, commerçants, professions libérales, ceci au détriment, pour l'essentiel des ouvriers. La proportion d'ouvriers payant l'impôt sur le revenu a doublé entre 1962 et 1972, et leur contribution à l'ensemble de l'impôt payé a augmenté de 50 %, tandis qu'elle diminuait pour les artisans, professions libérales et petits commerçants, et croissait légèrement pour les agriculteurs. En même temps, une part importante des revenus du capital sont exonérés d'impôts : plus de 60 % des revenus des capitaux mobiliers (actions, dividendes, intérêts...), et plus de la moitié des revenus immobiliers. Par exemple, un propriétaire d'appartement ne paie, en moyenne, d'impôt que sur 48 % des loyers qu'il encaisse !

Quant à l'imposition des entreprises, les multiples possibilités de fraude, tant légales qu'illégales, la faiblesse des contrôles fiscaux (en moyenne une entreprise est contrôlée, selon les cas, d'une fois tous les 5 ans à une fois tous les 25 ans), font que le poids de l'impôt sur les sociétés, déjà très faible, diminue d'année en année, malgré un taux

d'imposition de 50 % sur les bénéfices.

Réduction d'impôts pour les entreprises et les capitalistes, allègements fiscaux pour les «couches moyennes» dont on veut s'attirer les bonnes grâces électorales, augmentation des impôts pour les ouvriers et les employés, telle est la politique menée avec constance par la bourgeoisie.

17 % d'impôt en plus pour un ouvrier célibataire payé au SMIC

	1974	1975	évolution
revenu	14 185 F	16 445 F	+ 16 %
impôts directs	611 F	757 F	+ 24 %
impôts sur la consommation	2 715 F	3 138 F	+ 16 %
total des impôts	3 326 F	3 895 F	+ 17 %

PROGRAMME COMMUN : DES MESURES DONT S'INSPIRE LA BOURGEOISIE

De leur côté, révisionnistes et réformistes ont, eux-aussi, leurs projets en matière de fiscalité. Ils en font même un cheval de bataille, et le «programme commun de la gauche» ne prévoit pas moins de 20 mesures à prendre en ce domaine. Elles visent toutes à aménager le système fiscal, corrigeant ici et là quelque barème trop «aberrant», proposant des améliorations qui ne peuvent être que des vœux pieux tant que le système capitaliste reste en place. Rien de révolutionnaire. La preuve en est que beaucoup de ces mesures sont déjà prévues par les textes, ou sont envisagées par le gouvernement (par exemple l'imposition des plus-values). Dans le débat sur le budget 1976, on a même vu Bouloche, député du PS, remarquer que «le gouvernement puise chaque année dans les amendements de l'opposition une partie de son inspiration», et d'inciter le Ministre des Finances à continuer : «servez-vous sans hésiter!».

Quelle illustration de la vraie nature du programme des partis de «gauche».

le budget en Chine

En République Populaire de Chine, le budget est alimenté à 90 % par les revenus tirés des entreprises d'Etat. Les communes populaires continuent à payer un impôt sur la production agricole, mais, son montant étant fixe, son poids relatif diminue régulièrement avec le développement de la production. Il est actuellement inférieur à 10 %. Il n'y a pas d'impôt sur le revenu, ni d'impôt sur la consommation.

Le Budget est toujours équilibré, des réserves étant constituées pour parer à toute dépense imprévue, telle que les calamités naturelles. Les entreprises d'Etat doivent reverser au budget la totalité des bénéfices qu'elles réalisent (déduction faite des provisions pour amortissement et réparations, très contrôlées). En contrepartie, c'est l'Etat qui attribue les fonds nécessaires aux investissements, en fonction des besoins prévus par le plan. La plus grande partie des dépenses de l'Etat est ainsi consacrée à l'accroissement de la production, clé de l'amélioration des conditions d'existence des travailleurs. Le reste est consacré aux services sociaux (santé, éducation : 12,6% à la défense (8,5%) et à l'administration (4,6%). Les dépenses improductives, en particulier d'administration, sont contrôlées sévèrement et réduites au minimum. Bien entendu, en ce qui concerne les services sociaux, d'autres dépenses sont assurées au niveau d'autres collectivités (entreprises, communes populaires, provinces...)

Résultat : les prix des produits agricoles sont stables, et ceux des produits industriels baissent régulièrement.

comment se répartissent les impôts prévus en 1976

IMPOTS	montant en 1976	% des impôts	variation par rapport à 1975
sur le revenu	75	23 %	+ 25 %
sur la consommation	197,1	61 %	+ 14 %
sur la fortune	18,5	6 %	+ 13 %
sur les sociétés	34,1	10 %	- 7 %
total	324,9 milliards F	100 %	+ 13 %



politique

désunion de la gauche et impasse giscardienne

Suite de la page 1

Le PCF, au-delà de la dénonciation subite de tares bien anciennes de son allié socialiste propose-t-il un projet distinct dans sa nature de la société actuelle ? Au-delà de l'allongement des nationalisations, et de la constitution par le biais de personnels de direction de ces entreprises de nouvelles couches capitalistes, quelles modifications réelles connaîtra le sort des travailleurs ? Le programme commun, qui inspire Giscard est éloquent là-dessus !

Mais la droite, ce que Giscard appelle sa «majorité présidentielle» n'a guère de raison de se réjouir de l'effritement de la «gauche». Au-delà de la récente victoire de Chateaubriant, au-delà de l'ambition affirmée par Poniatsowski de briser l'union de la gauche et de rallier le PS à la majorité présidentielle, l'impasse dans laquelle s'enfoncent la politi-

que giscardienne transparait clairement !

Voilà un gouvernement qui affirmait il n'y a même pas un mois que l'essentiel de son effort visait à réduire le chômage et qui aujourd'hui sans l'avoir en rien enrayer nous fait savoir par la voix de Fourcade et de Chirac qu'il faut surtout juguler l'inflation, qu'il faut réduire les hausses de salaire et accepter l'augmentation des impôts. Quelle constance !

Voilà un gouvernement qui se taxe de libéralisme, et qui d'opération coup de poing en sondages truqués, renforce son appareil policier, tente difficilement de mettre au pas son appareil judiciaire, sans parler de la répression contre les luttes et de l'expulsion des syndicalistes de l'entreprise... Sans accorder une portée excessive aux déclarations de Debré ou d'un Servan Schreiber qui désavouent au-

jourd'hui un gouvernement qu'ils avaient jusqu'à présent soutenu, force est de constater qu'au sein même des partis bourgeois au pouvoir, l'interrogation et le doute se font largement jour.

Effritement de la gauche, effritement de la droite ! Incapacité d'un côté comme de l'autre de répondre aux questions de la classe ouvrière... Y répondre aujourd'hui c'est affirmer la possibilité de la lutte, y répondre c'est rompre avec les perspectives capitalistes développées par le PS comme par le PCF : gestion du capitalisme tel qu'il existe aujourd'hui, ou développement d'un capitalisme d'Etat, au profit de nouvelles couches bourgeoises.

Y répondre aujourd'hui c'est affirmer dans la lutte la perspective des changements révolutionnaires, la perspective du pouvoir des ouvriers et des paysans.



Poniatsowski-Marchais : derrière les attaques anti-PCF de Poniatsowski, de réelles menaces contre les travailleurs

Touvier blanchi par Lecanuet

Touvier, l'ancien chef des services de renseignements de la milice lyonnaise au service des nazis, pendant l'occupation, est blanchi. La justice de Lecanuet prend la suite du clergé réactionnaire de Chambéry, qui a protégé le criminel pendant plus de 20 ans. Touvier va pouvoir dormir sur ses deux oreilles : il est quasiment réhabilité. La chambre d'accusation de Paris a rendu public, hier, son arrêt concernant les plaintes et accusations portées contre lui. Elles sont considérées comme étant désormais «irrecevables». La raison donnée est que depuis 1964, il y aurait prescription ! Cet arrêt intervient après plusieurs années de tergiversations, dans plusieurs cours de France. Appuyés par leurs chambres d'accusation respectives, deux juges, l'un de Lyon l'autre de Chambéry avaient déjà refusé de traiter de l'affaire... sous prétexte d'incompé-

tes ! En fait, la raison «juridique» donnée aujourd'hui est aussi grossière et scandaleuse : elle contredit même la loi du 26 décembre 1964 votée par les Nations Unies qui stipule bien que «des crimes contre l'humanité sont imprescriptibles par nature». Des crimes contre notre peuple, Touvier en a commis. Il est responsable de l'exécution de nombreux résistants qu'il a vendus aux nazis et aujourd'hui leur colère est considérée comme «irrecevable». C'est une insulte à tous ceux qui ont libéré notre pays.

Voilà le vrai visage du libéralisme et de la tolérance des Lecanuet et Poniatsowski !

Protéger les ennemis les plus féroces de notre peuple, faire la chasse aux jeunes, aux ouvriers combattifs, aux révolutionnaires, voilà la logique de ces gens là.

déclaration d'André ROUSTAN, Président du Parti Communiste Révolutionnaire ml

Paul Touvier vient d'être blanchi, les juges viennent de prononcer la prescription de ses crimes.

Touvier, le chef de la milice lyonnaise, le responsable de la mort de Jean Moulin, de la torture et de l'assassinat de milliers de femmes, d'enfants, de résistants, condamné à mort par contumace à la Libération, soustrait à la justice populaire par l'Eglise, grâcié par Pompidou, peut aujourd'hui braver l'opinion en toute impunité.

Demain, ce sont les anciens résistants, les patriotes qui ont défendu le sol national contre les nazis,

qui seront déférés devant la justice pour «diffamation» contre Touvier.

Je ne peux admettre que, après les tentatives de supprimer le 8 mai 45, de transporter Pétain à Douaumont... une nouvelle fois notre combat soit trahi par cette mesure.

Franco meurt dans son lit, Touvier est grâcié, c'est inadmissible ! C'est par notre combat pour la Révolution que nous pourrions venger nos camarades dont la mémoire est insultée et arracher la victoire pour laquelle ils ont lutté et sont morts.

Brouillard dans le nord : 6 morts encore des travailleurs

Les Vanstavel, à petite Synthe, n'en reviennent encore pas : «nous dormions tous, nous ne nous sommes rendus compte de rien». Et pourtant, tous les neuf ont été intoxiqués. Aujourd'hui, ils n'osent pas remettre le chauffage, une bonne chaudière de chauffage à charbon, qu'ils me montrent avec fierté, une chaudière récente, qui n'avait posé aucun problème.

Pour les autres familles intoxiquées, le processus a été le même. Ce sont principalement les personnes âgées, les moins résistantes, qui ont été atteintes : huit sont mortes de cette intoxication par l'oxyde de carbone.

Alors, que s'est-il passé dans la nuit de vendredi à samedi ? La sœur de Mme Gouvard, elle-même intoxiquée, a remarqué, en sortant de l'usine vers 21 h 30, que le brouillard était descendu jus-

qu'au toit, et qu'il n'y avait pas de souffle d'air. C'est certainement une cause de roulement des cheminées. Le gaz chaud se refroidit trop vite au contact du brouillard, et, rendu ainsi plus lourd, redescend. Il n'y a alors plus d'aspiration et s'il y a une fissure dans la cheminée, le monoxyde de carbone pénètre dans la pièce. C'est ce que confirment les habitants de Dunkerque : «mais le brouillard, ici, ce n'est pas nouveau, me dit une vieille dame qui a toujours habité Coudekerque, mais cette fois il n'y avait pas de vent. Dans ma jeunesse, on entendait bien parler d'intoxication, mais pas tant que ça. Je ne sais pas ce qui s'est passé, mais je suis sûre d'une chose, on vit moins bien aujourd'hui qu'avant. Ce n'est pas uniquement une question d'argent. Tenez, un exemple : dans mon potager, les légumes ne viennent plus...» Les travailleurs qui habitent près d'Usinor y sont tous

soumis : l'atmosphère devient de plus en plus malsaine.

A la météo de Lille-Lesquin on le sait bien aussi : «il y a toujours du brouillard dans la région, mais il faut reconnaître que ce brouillard aujourd'hui est très pollué. Ce phénomène de brouillard, qui se poursuivra encore demain, d'après les météorologistes, est dû à un refroidissement par le bas d'une couche d'air chaud qui recouvre l'Europe».

Une chose reste frappante : toutes les personnes qui ont été touchées sont des retraités, des employés, des ouvriers, des gens du peuple. Qui se chauffe encore au charbon ? Qui n'a pas les moyens d'entretenir toujours la cheminée ?...

Eric BRÉHAT

perquisition chez un avocat

Samedi dernier, la police judiciaire de Paris avait retrouvé la trace de Willoquet. La moitié de la brigade anti-gang, tristement célèbre pour ses «bavures» (que ce soit l'affaire de la rue du Château des Rentiers où un représentant de commerce fût victime de leurs tirs, ou de la rue de Charenton où ils tuèrent un de leur collègue d'un service rival et matraquèrent sauvagement deux postiers qui se trouvaient là) était à l'affût ce soir-là. Postes émetteurs, cars de flics dissimulés dans les coins de rue, etc... enfin, bref, le grand déploiement.

Celui qui leur avait fait l'affront de s'évader du palais de justice, le

8 juillet dernier, en prenant comme otage un président et un substitut, Willoquet était tout près d'eux avec sa complice, Martine (sa femme).

La sœur était prête, elle allait fonctionner, elle fonctionna si bien que ce fut la pagaille la plus complète et que les «valeureux» de la brigade anti-gang revinrent une fois de plus bredouilles, si ce n'est avec le corps de la femme de Willoquet, atteinte à la cuisse et dans les reins. Une fois de plus, la brigade a voulu jouer aux cow-boys en pleine rue risquant la vie de nombreux passants. Le lendemain soir, une perquisition avait lieu chez une avocate qui aurait transmis le

courrier de Willoquet à sa femme.

Au-delà de cette perquisition, et du simple cas du gangster Willoquet, Ponia crée un précédent qui sera facile à renouveler dans d'autres conditions : par exemple contre les avocats qui défendent les travailleurs, les progressistes et les révolutionnaires. Pour cela, il s'inspire de cette pratique devenue coutumière en Allemagne Fédérale qui consiste à employer tous les moyens pour faire pression sur les avocats progressistes. Encore une fois, derrière la lutte contre le gangstérisme, se profile l'accroissement des moyens répressifs de la bourgeoisie !

Blanchisserie de Pantin en greve

CONTRE LA RÉPRESSION ANTI-SYNDICALE

CONTRE LES BAS SALAIRES

Lundi matin, la rue du Général Compans était pleine de monde : les travailleurs d'Elis, en greve depuis le 20 octobre, attendent les résultats des premières discussions imposées au patron. Entre les deux bâtiments de blanchisserie, noirs de crasse et d'où s'échappent des colonnes de vapeur, les travailleurs nous expliquent leur lutte.

chaque jour, leur paie la cantine. En même temps, il envoie des lettres d'intimidation aux chauffeurs... Il appelle les CRS et fait distribuer ses tracts par le syndicat-maison fasciste. Mais tout cela ne fait qu'accroître la colère des ouvriers.

«ON EN A ASSEZ»

Ils en ont assez : les horaires ? C'est souvent 9 h 30 ou plus. A peine trois quarts d'heure pour manger. Quand il y a moins de travail, le patron les fait sortir plus tôt, quitte à les faire rester des heures le lendemain. Au bout de la semaine, c'est les heures supplémentaires qui sautent. Et s'ils ne sont pas contents, c'est la porte. Les cadences aussi. Au contrôle du linge sale, que les femmes soient enceintes ou pas, il faut faire ses 25 paquets par jour, sinon la prime saute. Tout compris, elles se font à peine 1 400 F ! L'hygiène ? Les draps qui arrivent des tables d'opération des hôpitaux, pleins de sang, le linge classé «contagieux», et encore le linge des boucheries ! Odeur insupportable et pas de gants, pas de bonnet pour se mettre sur les cheveux, pas de masque ! «Quand on rentre à la maison, on emporte avec nous toutes ces odeurs. Les sanitaires ? Ils sont tellement sales que depuis huit ans que je suis ici, je n'y ai jamais pris une seule douche, je le fais chez moi». Au lavage des draps et des nappes, c'est la buée, la chaleur, jusqu'à 50° en



été, et pas d'aération. Les travailleurs de barbottes (au lavage) ont les pieds attaqués par l'acide, l'eau de javel, le soufre. Quelques jours avant la greve, un travailleur est mort, à son arrivée à l'hôpital : il avait attendu 20 minutes à l'infirmerie.

LES FEMMES DANS LA LUTTE

Pour de nombreuses femmes s'ajoutent les problèmes des enfants. Marie-Louise en a quatre, dont un bébé qu'elle a dû placer en nourrice : elle ne peut le voir qu'une fois par mois. Suzanne doit se lever tous les matins à 4 h 30, réveiller peu de temps après ses gosses pour les préparer, les emmener. Elles font le calcul : 500 F pour la nourrice, 520 F pour le loyer, 150 F pour la cantine... Que reste-t-il ? Plusieurs ont leur mari au chôma-

ge, comme Marie-Louise : «Depuis fin mai, on ne touche que 350 F par mois des Assédic !». Elle est décidée à se battre jusqu'au bout.

ORGANISONS LA SOLIDARITÉ

Aujourd'hui, le patron refuse toujours la réintégration de Médina. Il espère, en acceptant de discuter sur les conditions de travail et les salaires, sans prendre d'engagement d'ailleurs, désamorcer la lutte. Mais les travailleurs continuent à exiger aussi l'annulation du licenciement. Ce droit à s'organiser en syndicat, ils sont prêts à se battre pour l'arracher. Déjà, la solidarité s'organise : il faut la poursuivre.

Monique CHERAN

LA LUTTE S'ÉTEND

Ce qui a mis le feu aux poudres, c'est le licenciement de Médina, représentant de la CFDT, constituée depuis quinze jours. Le prétexte ? Quatre serviettes auraient disparu. En réalité, c'est le syndicat qui est visé : on peut dire que le patron est un spécialiste «deux fois déjà, il a décapité la CGT». Mais les travailleurs ne se laissent pas faire. Les camarades de Médina, les chauffeurs, se mettent aussitôt en greve, bientôt suivis par les autres secteurs : contrôle du linge sale, lavage, et l'entretien, par solidarité avec le chauffeur licencié, et sur leurs propres revendications.

ÉCHEC DES TENTATIVES PATRONALES

Le patron n'attend pas pour essayer de briser la lutte. Il loue une quinzaine de camions «2000» pour les livraisons : échec, les chauffeurs de ces camions refusent. Il menace les non-grévistes de licenciement s'ils entrent en greve, leur donne dix francs de la main à la main,

mobilisation du Comité de Lutte contre le Chômage de Besançon contre une saisie

La semaine dernière, le Comité de Lutte Contre le Chômage de Besançon s'est mobilisé pour empêcher une saisie-expulsion (les meubles sont pris et déposés en garde-meuble) d'un locataire du quartier, père de 4 enfants.

Celui-ci au chômage depuis un an (grâce aux bons soins de son ancien patron qui se charge de faire de la diffamation auprès de ses employeurs successifs) et ne touchant pas d'allocation chômage parce que ce même patron refuse de lui remplir les papiers nécessaires, s'est trouvé dans l'impossibilité de payer son loyer.

Après avoir constitué un dossier le comité de lutte contre le chômage l'a porté aux Prud'homme en août, depuis l'affaire est en cours. Mais entre temps l'huissier «n'écoulant que son courage» et faisant

son devoir d'honnête citoyen, envoyait l'avis d'expulsion.

Les membres du CLCC décidaient d'empêcher cette expulsion. Une mobilisation rapide sur les lieux réunit une quinzaine de personnes dont 2 couples de la cage d'escalier, d'autres du quartier, des membres de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire et un chômeur.

A leur arrivée, les laquais de la bourgeoisie (huissier, CRL, patron des garde-meubles favorable à l'expulsion) eurent quelques surprises et se concertèrent longuement avant de savoir quelle attitude adopter face à la détermination des personnes présentes. Une confrontation s'engageait alors entre l'huissier dérangé dans ses habitudes et le Comité. Le locataire lui crachant son mépris des abus de cette société pourrie.

Au fil des discussions l'huissier en vint même à s'apitoyer sur le sort de ce travailleur.

Une personne qui l'interpellait sur son sale boulot se vit répondre : «Nous aussi en fin de journée on en a marre de se faire engueuler. Je n'ai pas choisi, mais une fois attelé à la charrue, il faut la tirer.»

On va les plaindre maintenant ses pauvres huissiers qui, comme le disait cette ménagère, «vivent de la misère des travailleurs».

Le CLCC par cette action a pris contact avec deux ménagères qui après avoir longuement parlé de leur écoeurement de cette société, des conditions de vie des travailleurs, de la municipalité «socialiste», viendront se joindre au combat du Comité.

Comité de lutte contre le chômage de Montrapon.

Assurances du Groupe de Paris : les dactylos en lutte

Le Pool dactylo des Assurances du Groupe de Paris (150 environ) est en greve depuis le 10 octobre pour obtenir la suppression du rendement, l'amélioration des conditions de travail et une augmentation de 150 F. Les dactylos ont pu élargir leur mouvement et les services courrier, sinistres automobiles et contentieux se sont joints à la lutte. Le 23 octobre, jour où la direction trainait les délégués devant le tribunal, la grande majorité du personnel est venu manifester, en débrayant, sa solidarité aux grévistes qui occupent le Hall.

Vendredi, c'est la venue d'un parlementaire du PCF «pour s'entretenir avec nous», huit personnes seulement le suivent dans le local syndical... Et lorsque ces personnes reviennent, elles nous expliquent que «le rapport de force n'est pas en notre faveur», que «légalement nous sommes mal parties»... Bref, qu'il faut reprendre le travail lundi. Un tollé général répond à ces faux communistes «seules les grévistes décident», «nous ne servirons pas de faire-valoir au PCF»...

La lutte se poursuit et la participation à l'organisation de

la greve se renforce. Des commissions ont été créées pour l'information, la coordination des différents secteurs, le soutien financier. Dernièrement une commission femme s'est mise en place et a établi une nouvelle liste de revendications parmi lesquelles l'installation d'une crèche, le paiement des journées d'absence en cas de maladie des enfants...

Une dactylo

Pour le soutien financier : Jean Royer - Crédit Lyonnais. N° 406 60 438 Agence F 406 50 rue Lafayette Paris 9°.

en bref

BERLIET-Vénissieux :

Dans un tract de leur «section Berliet», les révisionnistes du PCF s'en prennent avec rage à l'activité du PCR(ml) sur l'entreprise. Pour ces messieurs, les crimes franquistes et l'aggravation de la condition faite aux travailleurs par le pouvoir n'est que «l'occasion d'une certaine recrudescence aux portes de l'entreprise» de l'activité d'éléments totalement étrangers au mouvement ouvrier... En fait d'«étrangers» à l'entreprise et à la classe ouvrière, le tract s'en prend nominativement à un ouvrier de Berliet, délégué CGT, militant du PCR, accusé de «retarder la réalisation des changements véritables, indispensables» (le Programme Commun), par son «langage de gauche, l'appel à la révolution». Le tout s'accompagne d'une attaque contre notre journal, sur le vieux thème anti-communiste propre à Minute, habituellement : «d'où vient l'argent ?». Dans l'atelier où travaille et milite notre camarade, l'indignation est grande chez les travailleurs. Certains disent ironiquement «si on me voit avec toi, ça va être à mon tour d'être dénoncé. Peut-être bien que tu m'as déjà contaminé, le PCF devrait se méfier»... La réplique s'organise pour la défense de ce camarade.

IDEAL-STANDARD (AUTUM) : RÉPRESSION PATRONALE

Après avoir fait l'expérience de la répression policière, les ouvriers d'Idéal-Standard-Autum connaissent aujourd'hui la répression patronale.

La Société Générale de Fonderie a repris l'usine et maintenant il s'agit pour elle de remettre les ouvriers au pas. De plus, sous la pression des luttes, la SGF a promis la garantie de l'emploi pour deux mois. Mais elle aimerait d'ores et déjà réduire ses effectifs. Aussi les lettres d'avertissement apparaissent maintenant à la moindre faute professionnelle ainsi que des mutations disciplinaires et des déclassements avec perte de salaire.

Face à cela, la réaction ne s'est pas fait attendre : nous avons manifesté publiquement notre refus des licenciements disciplinaires et de la répression. Et à la prochaine tentative du patron, c'est un arrêt de travail que nous lui répondrons.

Correspondant Idéal-Standard

CIAPEM-BRANDT : RÉPRESSION SYNDICALE

Dans l'usine, les cadences ne cessent d'augmenter. En mettant trois délégués aux presses sur la 6001, à la tôlerie, le projet du patron est clair : soit il arrive à forcer les délégués à tenir la nouvelle cadence et alors nous serons tous obligés de la suivre ensuite ; soit les délégués refusent et alors, c'est leur boni qui saute, les avertissements et enfin le licenciement.

Nous refusons ce chantage. Les délégués travaillent sur l'ancien temps. Jeudi dernier, les travailleurs de l'équipe du soir ont débrayé. C'est comme cela que nous pourrions empêcher les augmentations de cadences, et obtenir la suppression des boni et des sanctions.

correspondant CIAPEM

GILMO «OBSESSION»

Les 260 employés occupent les trois usines (Villeurbanne, Cuisery, Crémieu). Plusieurs manifestations ont eu lieu à Villeurbanne.

COMSIP : le libéralisme policier de Giscard.

Hier matin, c'est 20 cars de CRS qui sont intervenus à la COMSIP (Rueil) pour faire évacuer l'usine occupée par les grévistes, qui, depuis plusieurs semaines, se battent contre les licenciements. C'est la réponse de Giscard à l'«invitation à dîner» que les travailleurs de la COMSIP lui avaient envoyée, voulant ainsi montrer par l'ironie ce qu'ils pensaient des «dîners chez les français», du soi-disant «libéralisme de Giscard».

ORLÉANS : LES TRAVAILLEURS D'ORLÉANS RETIENNENT LE DIRECTEUR DANS SON BUREAU

Le pourrissement de la greve souhaité par la direction n'a pas eu lieu, malgré les pratiques habituelles des patrons : huissier, lettres individuelles, etc. Au contraire, dans la matinée, les ouvrières d'OREGA, en greve hier matin, sont venues leur apporter leur soutien, tandis que les filles de Substantia tenaient une AG hier soir. C'est donc des travailleurs décidés et soutenus qui ont engagé des négociations avec le directeur de l'usine, car le patron américain a eu peur de venir lui-même. Pour obtenir le succès, les grévistes retiennent en ce moment leur interlocuteur dans son bureau.

Lundi 27 octobre 18 H.

cinema

le telephone rose

Le téléphone rose c'est l'histoire d'une entreprise de 2 à 300 ouvriers qui n'est plus compétitive sur le marché, une entreprise que se disputent deux trusts étrangers l'un américain, l'autre allemand, c'est l'histoire d'un trust américain qui emploiera des méthodes rendues courantes aujourd'hui pour décrocher le marché, c'est l'histoire de licenciements, du chômage. Une histoire qui s'appuie en somme sur la réalité quotidienne.

Cette entreprise c'est une boîte de la métallurgie de la région de Toulouse, son patron c'est Castejac (Pierre Mondy) le trust c'est la Filding. Pour faciliter cette transaction, la Filding va employer à son service un « agent » de dissuasion (Mireille Darc), prostituée de luxe, employée de Madame Claude. Sa tâche, décrocher le marché pour la Filding au détriment du trust allemand qui est sur le « coup ». Ce petit patron que l'on nous montre naïf, découvrant avec étonnement les pratiques d'un milieu qui lui semble étranger, (Mireille Darc est offerte avec le repas) est au bord du désespoir car il va être obligé de licencier des ouvriers, lui qui les aime tant. Mais les temps sont durs et le voilà qui monte à Paris rencontrer les experts du marketing de la Filding. Christine (Mireille Darc) jouera son rôle parfaitement et décidera Castejac à signer les accords avec la Filding qui prévoient 25 % de licenciements. Les ouvriers protestent, mais ce n'est pas la faute de leur patron,

ils sont compréhensifs ; ils ne se « rebelleront » que lorsque Pierre Mondy décidera sur un coup de tête le lock-out. Grève qui ne durera pas longtemps, les travailleurs ayant avec leur syndicat signé les accords directement avec la Filding (en acceptant 60 licenciements). Castejac lui s'accrochera à son « nouvel amour » avec Christine qui viendra le centre de ses préoccupations.

On tente dans ce film de nous faire croire en fin de compte que les ouvriers et les patrons peuvent avoir les mêmes intérêts. Par ce film parfois comique, la bourgeoisie développe cette idée avec d'autant plus de finesse qu'elle arrive à nous rendre Castejac sympathique, sympathique parce qu'il est victime... de requins plus gros que lui, et qu'il ne pourra pas exploiter les ouvriers selon sa bonne vieille méthode paternaliste. C'est pour nous le rendre encore plus sympathique que l'on nous le présente naïf. On veut nous faire rire de lui parce qu'il n'a pas encore assimilé toute la dégénérescence de sa classe. Cette démarche nous rappelle « étrangement » celle que développe le P « C » F envers les PME en « difficultés ». Non, on ne nous fera pas avaler cette pilule, pour des centaines de milliers d'ouvriers au chômage, pour les centaines de milliers d'ouvriers qui sont entrés en lutte contre les licenciements, il n'y a pas, il ne peut pas y avoir les mêmes intérêts entre travailleurs et exploités, qu'ils soient gros ou petits.

J.G.

«LA RIVIÈRE ROUGE» l'idéologie de la bourgeoisie portée aux nues

«Ce sont des durs, mais ce sont de vrais hommes...», c'est cela que nous sommes censés penser à la fin de films comme «La Rivière Rouge», qui a été projeté, dimanche soir, sur la première chaîne, à 20 H 30. Il faut dire que Howard Hawks, le metteur en scène, a employé les grands moyens. Des indiens, des bandits, le vent, les orages, tout cela pour nuire à la marche de 10 000 vaches qui doivent faire 1 500 km, sous la direction de leur propriétaire, John Wayne, avec en plus des cow-boys qui n'arrêtent pas de lui mettre des batons dans les roues ! Du western de première classe ! Une production qui a dû certainement dépasser les 200 millions de dollars à l'époque du tournage, en 48.

Tant de moyens mis en œuvre, ce n'est pas pour rien, la «Rivière Rouge» est un modèle du western de l'après-guerre. Il sert de référence : c'est le modèle de l'idéologie «pionnier» que la bourgeoisie américaine aime déverser et dans laquelle se complait John Wayne, ce fasciste notoire, grand ami de Johnson, le président US qui a fait bombarder Hanoï. La «morale» de l'histoire est simple : les chefs, ceux qui doivent être considérés en héros, ce sont les plus forts, les rapides de la gachette qui se taillent une place avec leurs poings et des cartouches contre les apaches et les faibles, entendez le peuple. John Wayne arrive avec trois vaches dans le Texas, il veut une terre pour s'installer, et, tout naturellement, cela coûte la vie à une bonne douzaine de mexicains. On le retrouve 14 ans après, en 1860, à la tête de 10 000 bêtes à cornes, il doit reprendre la route, car le bétail ne se vend pas dans le Sud. C'est la grande épopée qui commence, une épopée qui coûtera la vie à une bonne dizaine de «ses» hommes, parce qu'ils ont le tort de penser,

que la cuisine n'est pas fameuse ! Quant aux indiens, ils sont présentés comme des pirates, de la vermine étrangère (sic) que l'on doit abattre. Pour Hawks, l'«indien» est comme une bête, il donne une preuve ridicule de sa haine : Wayne ne leur lit pas d'épître de la bible, comme il le fait en guise d'oraison funèbre lorsqu'il vient d'abattre un de ses hommes.

A être un dur, on n'est pas toujours récompensé ; son fils adoptif va lui voler son troupeau pour éviter de nouveaux meurtres, mais tout finit quand même par s'arranger : entre «hommes», c'est normal ! Le dernier plan du film nous les montre, ces deux «vrais hommes», la main dans la main.

Qui sont-ils ces deux pionniers, sinon deux assassins qui, pour le profit, pour la richesse et la domination, tuent, massacrent et volent. Et, on nous les présente en héros ! Ceux que nous devrions admirer, ce sont des individus du même acabit, que nos patrons, que les colonialistes de tous genres qui ont massacré des peuples pour leur voler leurs terres. Les «vrais» hommes dont on expose la psychologie dans «la Rivière Rouge», il faudrait les comprendre et chercher à leur ressembler : c'est clair, la bourgeoisie, dans ce genre de film, cherche à se glorifier. Au moins, ce film ne vante pas des qualités qu'elle n'a pas.

1848, c'est l'après-guerre, l'impérialisme américain commence à imposer son hégémonie de manière impitoyable sur les peuples. Et tuer, piller pour conquérir le monde, il faut le justifier aux yeux des masses. Hawks comme on le voit avec «la Rivière Rouge», s'est porté sur le devant de la scène pour jouer ce rôle avec servilité.

Claude VILLARD

programme

MARDI 28 OCTOBRE

- TF 1
18 h 15 - A LA BONNE HEURE
18 h 45 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
19 h 45 - LES COMPAGNONS D'EULESIS : feuilleton
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - QUOI ? DE QUI ? : jeu
21 h 20 - COUPE DU MONDE DE GYMNASTIQUE
22 h 05 - PLEINE PAGE
23 h 05 - JOURNAL et fin
- A 2
18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LES DOSSIERS DE L'ÉCRAN «Le vieil homme et l'enfant» : film de Claude Berri (1966) *
23 h 15 - JOURNAL et fin

- FR 3
18 h 55 - FLASH JOURNAL
19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - LES ANIMAUX CHEZ EUX
20 h 30 - WESTERNS, AVENTURES : «Gros coup à Dodge City», DE Fielder Cook (1966)
22 h 05 - JOURNAL et fin

MERCREDI 29 OCTOBRE

- TF 1
13 h 00 - JOURNAL
13 h 55 - LES VISITEURS DU MER - CREDI : sports, films...
18 h 15 - A LA BONNE HEURE
18 h 45 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
19 h 45 - LES COMPAGNONS D'EULESIS : feuilleton
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - L'INSPECTEUR MÈNE L'ENQUÊTE : «L'alibi ne fait pas le moine»
22 h 00 - INDICATIONS : médicales
23 h 00 - JOURNAL et fin
- A 2
18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - MANNIX
21 h 30 - C'EST A DIRE : actualités
23 h 00 - JOURNAL et fin

- FR 3
18 h 55 - FLASH JOURNAL
19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - PROGRAMMES RÉGIONAUX
20 h 30 - A LA REDÉCOUVERTE DU CINÉMA FRANÇAIS : «L'Atlantide», film de Wilhelm Pabst (1932)
22 h 05 - JOURNAL et fin

« A propos du programme de télé, il faudrait qu'on puisse se faire une idée sur les émissions qui passent ; par exemple donner le genre de l'émission et puis aussi faire une sorte de sélection... »
Cette suggestion que nous fait cette ouvrière de Dunkerque, beaucoup d'autres nous l'ont faite. Aussi, dès ce numéro, nous ferons suivre les programmes d'indications sur les émissions.

Ce soir, aux dossiers de l'écran, une soirée sur l'antisémitisme. Le film de Claude Berri, ne sera sans doute qu'un prétexte pour donner la parole à des sionistes. Il faut dire que «le vieil homme et l'enfant» doit faire leur affaire : ils pourront, dans le débat, s'appuyer sur l'apolitisme du film.

(A suivre)

feuilleton

memoires et aventures d'un proletaire

de Norbert
Truquin

Résumé :

Norbert est employé avec sa femme pour le compte d'un fabricant lyonnais. En les faisant travailler sur des tissages sans garantie de frais, ce patron fait des profits colossaux.

Le fabricant jouit du privilège d'écrire sur nos livres : sans garantie de frais ; en sorte que si le fabricant n'a qu'une seule pièce, après nous avoir obligé à dépenser une centaine de francs pour le monter, sans compter la perte de plusieurs journées consacrées à ce travail, il n'a aucune indemnité à donner pour ces frais au chef d'atelier qui se trouve sans droit pour réclamer devant les prud'hommes. S'il prétendait qu'on ne l'a pas consulté pour inscrire la mention «sans garantie de frais» on lui répondrait qu'il n'avait qu'à exiger la suppression des conditions qui lui paraissent désavantageuses.

C'était le cas où je me trouvais. Si j'avais soulevé une réclamation, le fabricant m'aurait coupé les vivres et je me serais trouvé dans la plus noire des misères.

Voilà pourquoi l'ouvrier se tait. Aussi ces fabricants acquièrent-ils

des fortunes colossales en quelques années. Leur arrogance est extrême, ils disaient : qu'il fallait une main de fer comme celle de Napoléon pour brider les ouvriers, et cependant la plupart d'entre eux n'étaient que des parvenus ; mais on sait ce que devient l'homme dès qu'il croit avoir un privilège à conserver.

Ma femme aussi avait trouvé de l'ouvrage ; aussi nous travaillions tous les deux la nuit et le jour afin de pouvoir donner un acompte à nos créanciers.

Je rendis ma pièce dans l'espérance d'en avoir promptement une autre. Après une attente de quelques jours, on m'en confia une de cent mètres ; mais comme la trame n'était pas prête, il me fallut l'attendre de jour en jour pendant une semaine. Quand je la tins je la portai chez la dévideuse qui me la rendit dévidée le lendemain. Il me fallut encore perdre une journée pour aller chercher le dessin, le charrier sur mes épaules et le mettre en état de fonctionner. Parfois, lorsque le dessin est neuf, il y a des corrections à faire ; et, s'il est vieux, ce sont des cartons à réparer. Tout cela c'est du temps de perdu. D'autres fois, la trame est si mauvaise que la dévideuse refuse de la recevoir ; il faut s'occuper d'en chercher une autre. D'après cela on peut juger dans quel enfer se trouve plongé l'ouvrier à qui ses

créanciers peuvent dire : cependant vous avez du travail ; vous ne me remboursez pas, c'est par mauvaise volonté.

A l'échéance du troisième billet à ordre, je donnai un peu d'argent à tous mes créanciers, mais aucun d'eux ne fut satisfait. Je ne puis pas vous donner davantage, dis-je à mon propriétaire ; cependant nous ne négligeons aucune économie, ma femme est sur le point d'accoucher et nous n'avons pas le sou.

Le vautour se tournant alors vers ma femme lui dit : madame, quand on est si pauvre, on ne se marie pas, ou l'on va à l'hôpital ; moi j'ai eu deux femmes, elles allaient accoucher à l'hôpital.

Ma femme ne put réprimer son indignation et lui répliqua : Si vous n'étiez pas un misérable, vous ne les auriez pas envoyées sans nécessité à l'hôpital ; c'est pour cela qu'elles y sont mortes et vous aussi vous irez y mourir misérablement.

Cette prédiction se réalisa en effet quelques années plus tard.

Le propriétaire se retira furieux ; il amena ensuite avec lui un maçon auquel il fit enlever les portes et les briquetages.

Ma femme fut ainsi contrainte d'aller faire ses couches à l'hôpital ; mais nous ne pouvions ni nourrir l'enfant ni payer les mois de nourrice. Je résolus d'aller demander de l'argent au fabricant.

LE FRONT REVOLUTIONNAIRE ANTI-FASCISTE ET PATRIOTIQUE : "il y a une situation pre-revolutionnaire"

Le QdP : Ces derniers jours, la presse a fait état de la formation d'une junte militaire avec Campano à la tête... une sorte de Pinochet pour remplacer Franco. Qu'en pensez-vous ?

— Il y a longtemps que Pinochet est au pouvoir en Espagne ! L'idée que les militaires pourraient «prendre le pouvoir» en Espagne n'a aucun sens dans le contexte politique espagnol. Dans son fond, c'est une idée carrilliste, qui tend à faire croire qu'il y a des contradictions entre l'armée et le fascisme. Les militaires sont totalement intégrés à l'oligarchie ; des gens comme Diez Alegria, Campano, Gallego Coloma sont très liés aux milieux d'affaires et contrôlent tout l'appareil d'Etat. On ne voit pas ce qu'ils pourraient contrôler de plus.

L'autre camarade ajoute : Le doublet Juan Carlos/Carrero Blanco ou un autre homme fort sont les deux faces de la manœuvre post-franquiste. Monarchie et répression sont une pratique séculaire de l'oligarchie.

Le QdP : A plus long terme, l'oligarchie pourrait-elle se pas-

ser du symbole monarchique ?

— Ce n'est pas impossible. A l'heure actuelle, Juan Carlos présente un intérêt du point de vue de l'image de marque de l'Espagne à l'étranger ; si la répression continue à être très dure, il en sera autrement... Mais auparavant, l'oligarchie dispose d'une carte très bien placée, c'est Don Juan, le père de Juan Carlos. En 62, il a déjà essayé de rassembler l'«opposition». Il pourrait représenter une solution franquiste de «gauche». L'oligarchie a prévu plusieurs échelons et elle ne les descendra que contrainte et forcée, au fur et à mesure de l'aggravation des contradictions. Le premier, c'est Juan Carlos, avec ou non un système d'«opposition» légale, d'associations, etc... Le second, c'est Don Juan ; enfin, la Junte Démocratique.

Le QdP : Quelles sont les chances d'un tel projet ?

— Dans l'immédiat, elles sont nulles. La Junte a été politiquement balayée, même si elle existe encore organisationnellement. Le fait que le FRAP ait lancé le mot d'ordre de



Guerre Populaire, que l'état d'exception ait été proclamé, cela a démasqué les alliances prévues par Carrillo. Grâce au travail des révolutionnaires, les tentatives pour former des juntes de base dans les quartiers, les universités, les usines sont tombées à l'eau.

Le QdP : Est-ce que dans l'hypothèse de l'accroissement des

contradictions, ce projet a une chance ?

— Il faut se rendre compte que la marge de manœuvre de l'oligarchie est très étroite. Malgré la terreur fasciste, les masses ont multiplié les grèves, les occupations, les affrontements massifs et violents contre la police armée. Toute démocratisation constituerait une brèche ouver-

te dans laquelle s'engouffrerait le mouvement des masses. C'est pourquoi même une solution de type Caramanlis est impensable.

Le QdP : Comment caractérisez-vous la situation de l'Espagne dans ces conditions ? Peut-on parler seulement d'une crise de régime ou est-ce plus profond ?

— Il y a aujourd'hui une situation pré-révolutionnaire. Il y a non seulement une crise de régime, mais une crise politique ; d'autre part, les répercussions de la crise économique mondiale sont assez fortes sur l'Espagne. Et surtout, l'élément fondamental, c'est la mobilisation des masses, leurs aspirations à une République populaire.

Ce qui manque, ce sont les conditions subjectives, c'est, entre autres, la question de l'organisation des masses et du renforcement de l'audience du Front.

Oui, l'avenir de l'Espagne ne dépend pas des manœuvres et des contradictions de l'oligarchie, il est entre les mains des masses.

ARGENTINE peronisme et bureaucratie syndicale -2-

par ALAIN LABROUSSE et FRANÇOIS GÉZE, (auteurs du livre «ARGENTINE : RÉVOLUTION ET CONTRE-RÉVOLUTIONS»)

LA CGT DEVIENT UN «GARDE-FOUS»

Mais Peron qui a déclaré à une assemblée d'industriels «les masses inorganisées sont dangereuses» et «il faut savoir donner 30 % à temps pour ne pas tout perdre ensuite» se donne les moyens de contrôler les masses. Il élimine les vieux dirigeants syndicaux qui l'ont appuyé, pourchasse les communistes et transforme la CGT en organisation fortement centralisée qui se «concerte» et collabore avec l'organisation patronale (CGE).

Lorsque la source de devises apportée par la seconde guerre mondiale et la guerre de Corée se tarit sans que Peron ait mis sur pied une industrie lourde, l'impérialisme yankee qui revient en force en Amérique latine le fait chasser. Les gouvernements qui lui succèdent planifient l'implantation des sociétés multinationales (automobiles en particulier).

La CGT, instrument de l'appareil bourgeois nationaliste et populiste, devient insensiblement un instrument du nouveau régime.

Les divers gouvernements soutenus par l'armée, ou directement militaires qui se succèdent de 1955 à 1973, sont petit à petit submergés par la crise économique dans laquelle s'enfoncent le pays, et surtout débordés par les luttes de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie radicalisée. Leur seule ressource est de faire appel à Peron qui pourra peut-être canaliser ces luttes. La CGT qui n'a cessé de se réclamer du péronisme ou du néo-péronisme, reste un instrument de l'appareil d'Etat, au même titre que la police ou l'armée et sa fonction est de contrôler les travailleurs.

LA BUREAUCRATIE SYNDICALE AUJOURD'HUI

De 1945 à 1975, la plupart des



ministres du Travail ont été des dirigeants syndicaux étroitement liés à la CGT. Or le ministre du Travail a seul le pouvoir de reconnaître un syndicat, il exerce un contrôle administratif et comptable sur son fonctionnement et peut nommer à sa tête une direction provisoire ! D'autre part, les dirigeants nationaux de la CGT ont la faculté légale d'expulser des directions syndicales régionales ou locales.

Les patrons prélèvent automatiquement 1 % à 2 % du salaire de chaque travailleur qui sont versés à la CGT. Celle-ci co-gère en outre la sécurité sociale des ouvriers (3 % à 5 % des salaires). On a ainsi pu calculer que près de 500 millions de dollars passent ainsi chaque année entre les mains des bureaucrates syndicaux.

Ces derniers se perpétuent grâce à la corruption, la fraude et la terreur exercées par leurs bandes armées. Ils vivent dans le luxe, possédant des propriétés, des yachts, et même parfois, comme Armando March, des collections de tableaux ou des écuries de course.

Il n'est pas rare de voir des dirigeants syndicaux devenir chefs du personnel ou même membres du conseil d'administration des entreprises monopolistes. Ramon Alorza, actuellement délégué argentin à l'OIT, est dirigeant national du personnel hôtelier et en même temps propriétaire de restaurants !

Cependant, la CGT, qui soigne les œuvres sociales de quelques grands syndicats, est encore considérée par beaucoup de travailleurs comme un bureau de service. D'autre part, elle mène une politique habile, qui consiste, comme en juillet 1975, à se placer à la tête des luttes qu'elle n'a pu freiner et qu'elle risque d'être débordée par la base. Enfin, elle n'est pas homogène. Les luttes étant vives entre des secteurs qui répondent à différents projets de la bourgeoisie.

Mais, aujourd'hui, nous le verrons, elle est de plus en plus vivement mise en cause, et la majorité des luttes menées par la classe ouvrière depuis 1973, le sont contre la bureaucratie syndicale de la CGT.

après Franco, le franquisme ?

vaticanistes : les godillots du Saint Père

Les partisans de la junte démocratique, qui ont décidément l'esprit très ouvert, puisent largement dans leurs rangs pour constituer des solutions de rechange. Ils font partie des secteurs «révolutionnistes» du régime pour lesquels Carrillo est aux petits soins.

Association Catholique Nationale de Propagandistes qui existe depuis 1909. Les buts sont clairs : «Ne disions nous pas que l'Association veut être une minorité choisie d'hommes apostoliques doués d'une vaste capacité de direction ? » Eh bien, c'est là que Franco a recruté l'essentiel des cadres du pouvoir jusqu'en 1971. Ce sont les hommes de l'ACNP, dont Ruiz Jimenez, qui ont préparé le Concordat de 53 avec l'Etat, qui accorde à l'église d'immenses privilèges. D'ailleurs l'église espagnole sait être reconnaissante à Franco des services rendus. Écoutons plutôt l'évêque Lérída vanter : «La tâche titanessque de Franco» pour orienter le monde entier «sur la voie salvatrice de la grandeur authentique, éternelle, par sa conduite exemplaire, par son parfait zèle religieux, politique et social». Et il termine en invitant «tous les hommes de bonne volonté» à «évaluer et peser les immenses services rendus par Franco à l'Eglise et à l'humanité». Sans commentaires...

Depuis 1971, les vaticanistes sont absents du gouvernement et essaient de se refaire une virginité politique pour préparer l'après-franquisme. C'est eux qu'on retrouve entre autre dans la «convergence démocratique», réplique «plus modérée» encore que la junte de Carrillo, et prête comme elle, à accepter un roi en Espagne, y compris Juan Carlos.

les tartuffes de l'Opus Dei

Le tout puissant Opus, c'est une véritable mafia, qui tient un peu de la franc-maçonnerie, avec ses divers degrés d'appartenance, avec des «vœux» qui lient ses membres et une vocation en principe exclusivement apostolique. Mais c'est une franc-maçonnerie catholique qui a reçu un «décret de louange» du pape, qui dispose de moyens financiers considérables et qui a participé au gouvernement franquiste de manière ininterrompue de 1957 à 1973. Ceci ne l'empêche pas de revendiquer le pluralisme politique de ses membres et d'assurer que ceux-ci ne s'engagent qu'à titre personnel. En somme, c'est une justification «théorique» commode qui permet à l'Opus de manger à tous les râteliers ; au ratelier fasciste d'abord, puisque l'Opus a dirigé les affaires extérieures, l'éducation et le plan de développement et qu'elle y conserve des positions importantes. L'Opus est dans une certaine mesure l'aile la plus «intelligente», la plus «ouverte» de toutes les tendances franquistes ; elle est composée de technocrates qui ont contribué à l'accélération de l'industrialisation de l'Espagne avec la collaboration active des yankees, et ne verrait pas forcément d'un mauvais œil l'intégration à l'Europe. La compromission de l'Opus dans le scandale politico-financier de l'affaire Matessa a été une bonne occasion pour la Phalange d'écartier l'Opus du dernier gouvernement Arias Navarro. Et comme l'Opus est très soucieuse de l'avenir et désire être en bonne place pour manger au ratelier carrilliste, elle a délégué un de ses membres les plus influents à la tête de la junte démocratique : Calvo Serer.

Ajoutons que l'Opus et la Phalange sont en rivalité constante pour faire prévaloir leur influence notamment dans l'armée.

international

MARCHE SUR L'ESPAGNE

L'Espagne a besoin du soutien des peuples du monde et particulièrement du peuple de France. C'est pour cela que le comité unitaire de solidarité avec les peuples d'Espagne et ses comités de base, les comités France-Espagne appellent tous les démocrates, anti-fascistes, et révolutionnaires en France à participer dans ses rangs à la marche sur Hendaye en apportant leur soutien à la lutte révolutionnaire des peuples d'Espagne sur les mots d'ordre suivants :

- Peuples du monde : peuples d'Espagne, solidarité !
Peuples de France : peuples d'Espagne, solidarité !
Franco-Juan Carlos assassins, Giscard-Ponia complices !
En Espagne, ni Franco, ni roi, ni junte, république populaire !
FRAP FRAP FRAP république populaire !

COMORES COMMENT ON PREPARE UN REFERENDUM

Deux cents personnes ont été expulsées de l'île de Mayotte, dans l'archipel des Comores, par le mouvement mahorais, qui réclame le rattachement à la France. Le gouvernement comorien dénonce «l'expulsion de tous les patriotes en prévision du référendum».

Ce référendum a été annoncé par Stirn, secrétaire d'Etat aux «Dom-Tom», le 16 octobre ; il porterait sur la question de savoir si les habitants de Mayotte souhaitent faire partie du nouvel Etat qui a proclamé son indépendance, le 6 juillet, et a été admis à l'ONU, le 17 octobre.

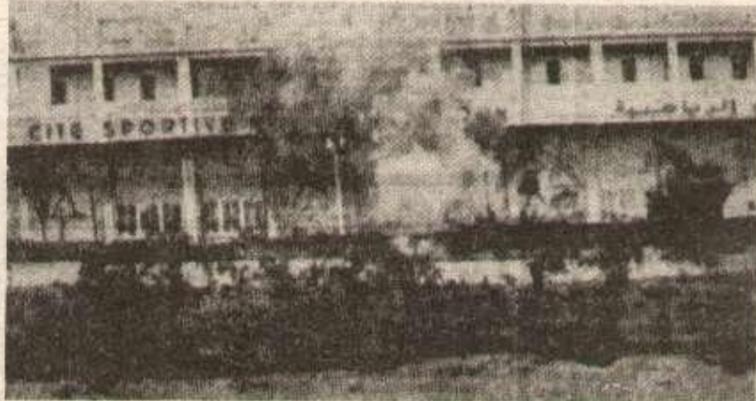
Malgré l'indépendance, le gouvernement français n'a pas renoncé à utiliser le mouvement mahorais pour briser l'unité de l'archipel et maintenir ses bases militaires à Mayotte. La préparation de ce référendum ne laisse pas de doutes sur le résultat, comme il en a toujours été dans les «Dom-Tom».

liban LA GUERRE CIVILE, POURQUOI ?

De Beyrouth, par téléphone.

Les combats se poursuivent dans tous les quartiers de Beyrouth. Les Phalanges (parti d'extrême-droite dirigé par Gemayel) ont en effet provoqué systématiquement des incidents. Ils violent le cessez-le-feu, chaque fois qu'il est mis en place ; ils ont essayé de déclencher des incidents à Sour (au Sud), mais ont été mis en échec assez vite. Ils brûlent les centres commerciaux à Beyrouth : tout cela fait partie du plan américain visant l'intégrité du territoire libanais et l'économie libanaise : les sièges des compagnies commerciales ont quitté Beyrouth pour le Caire. Bien que le camp palestinien de Tell-ez-zaatar soit attaqué de temps en temps, les Phalanges tirent surtout sur les quartiers à population libanaise : cela montre clairement que le conflit n'est pas entre Libanais et Palestiniens mais entre les Phalanges et les masses libanaises. C'est pour cela que les Phalangistes sont de plus en plus isolés dans le pays.

Ils subissent de lourdes pertes au niveau politique. Deux camps s'affrontent ainsi parmi les partis bourgeois, les phalangistes et leurs alliés au pouvoir, dont Chamoun, ministre de l'Intérieur et leader du «parti des libéraux» demandent l'intervention de l'armée et la démission du chef de gouvernement, Karamé. De son côté, celui-ci a attaqué publiquement Chamoun et Gemayel en leur imputant la responsabilité des événements. De même, Eddés, leader du Bloc National (parti de tendance «libérale»), demande la démission du Président de la



République, Frangié, et s'élève contre la partition du Liban, demandée par les Phalanges.

Tandis que les Phalanges mènent leur combat à Beyrouth, les sionistes attaquent quotidiennement le Sud du Liban. L'Etat sioniste avait menacé d'attaquer le Liban au cas où la Syrie interviendrait dans le problème libanais. Il prend le prétexte de la réunion tenue à Damas du Front de participation à la Révolution Palestinienne qui regroupe 54 organisations et partis arabes soutenant la Révolution Palestinienne et des soi-disant soldats syriens envoyés au Liban pour se livrer à ces agressions.

A cette réunion de Damas, le Front de participation à la Révolution Palestinienne a dénoncé le plan américain dans la région, qui vise à régler «pacifiquement» le problème palestinien, à empêcher toute lutte armée contre le sionisme. Le Front a pris la résolution de lutter contre toutes les visées américaines : accord égypto-sioniste, partition au Liban.

recueilli par YOMNA-EL-KHALIL

actions en Palestine occupée

En territoire occupé, l'ennemi sioniste a reconnu plusieurs opérations des combattants palestiniens : la destruction d'une caserne militaire à Kiryak-Chaloun, au sud-est de Tel-Aviv (le 18/10/75), la destruction d'un laboratoire de l'armée sioniste (le 10/10/75), la destruction d'un centre militaire sioniste à Khasah, un incendie au village de Majdal Kouroum en Haute Galilée (19/10/75).

D'autre part, des manifestations se sont déroulées contre les événements au Liban et contre le projet de mini-Etat (projet sioniste) en Cisjordanie. La répression sioniste continue : une militante palestinienne Aïda Abbouchi, âgée de 26 ans, emprisonnée à Ramlah, subit de sauvages tortures de la part des services spéciaux sionistes.

portugal unite ouvriers paysans

La SAPEC, usine d'engrais portugaise, appartient au groupe belge Bekaert-Velge. Alors que d'autres entreprises, à capitaux portugais, étaient nationalisées, la SAPEC a été laissée entre les mains de ses propriétaires étrangers.

Récemment, le gouvernement prenait des décrets concernant la question des livraisons d'engrais. D'autre part, il conseillait aux syndicats et collectivités agricoles de s'approvisionner auprès des entreprises nationalisées. D'autre part, il consentait, à titre d'aide à l'agriculture, un rabais de 20 à 30 % sur les engrais à ces organismes. Cette mesure étant liée à la première, on aboutissait à la situation que la SAPEC ne pouvait plus vendre ses engrais aux paysans : les magasins s'engorgeaient.

La commission de travailleurs de l'entreprise, qui n'a cessé depuis le 25 avril de mener la lutte contre le patron, a une fois encore réagi devant la menace de chômage qui s'en suivait. Les ouvriers sont conscients que les paysans portugais ont besoin de tous les engrais produits dans le pays. Ils se sont opposés à toute exportation pour cette raison. Aussi ont-ils considéré à juste titre que la «marginalisation» en cours de leur entreprise était dirigée, non seulement contre eux, mais aussi contre les paysans. Au cours d'une manifestation au ministère de l'agriculture, ils ont exigé et obtenu que le rabais du gouvernement soit étendu à tous les engrais produits au Portugal.

sahara occidental LE FRONT POLISARIO PARLE

Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, a poursuivi hier ses consultations avec les gouvernements marocain, mauritanien et algérien, en application de la résolution du conseil de sécurité. Cette résolution, qui vient à la suite de celle de l'assemblée générale recommandant l'autodétermination pour le Sahara occidental, vient probablement entraver les négociations directes engagées entre Hassan II et le régime franquiste. Il semble en effet que les deux gouvernements s'étaient accordés sur un transfert de souveraineté au Maroc, au prix de concessions à l'Espagne sur l'exploitation des mines de phosphates du territoire.

Cependant, le Front Polisario a organisé, le 26, une manifestation de 6 000 personnes à El Aïoun, la capitale, contre le projet de marche du Maroc : foule considérable pour un pays comptant au total 75 000 habitants. La marche d'Hassan II, repoussée de trois jours au cours des négociations menées avec l'Espagne, continue cependant à se préparer. L'Algérie, de son côté, réaffirme qu'elle n'a aucune revendication territoriale.

Notre envoyé spécial a rencontré, à Alger, Mohammed Ali, responsable du Front Polisario et



de l'Union Générale des Etudiants Sahraouis, qui lui a fait la déclaration suivante.

Quotidien du Peuple : Quelle est la position du Front face à la marche ?

Mohammed Ali : Le Front Polisario ne veut pas que soit déclenchée une guerre entre frères. Nous ne voulons pas créer un fossé de sang, car derrière tout cela, il y a l'impérialisme. Il faut que le peuple marocain retrouve la raison et comprenne que nous ne sommes pas des diviseurs, et que nous souhaitons l'unité, que nous ne voulons pas d'une unité due aux phosphates ou au pétrole. Nous voulons une unité qui représente les intérêts des peuples, et ces intérêts ne doivent pas être égoïstes, ce qui revient à dire que ce sont les Assemblées Générales du mouvement révolutionnaire qui peuvent seules réaliser cette unité, et non pas des régimes réactionnaires. En ce qui concerne le roi, c'est lui qui assume l'entière responsabilité de vouloir engager deux peuples frères dans une guerre qui n'a d'apport que pour l'impérialisme qui veut voir le monde arabe divisé.

Pour la Mauritanie, son gouvernement soutient la thèse du Maroc, ce que nous regrettons vivement, étant donné qu'il a été visé jusqu'à hier par les mêmes convoitises de la part du Maroc (le Maroc revendiquait toute la Mauritanie). Nous appelons le peuple mauritanien frère, à être vigilant et à rester sur la position de soutien qu'il nous a toujours accordé.

quait toute la Mauritanie). Nous appelons le peuple mauritanien frère, à être vigilant et à rester sur la position de soutien qu'il nous a toujours accordé.

Nous riposterons à toute agression visant à pénétrer dans notre pays. Nous appelons aussi les instances internationales et les organisations progressistes et éprises de paix et de justice à assumer leurs responsabilités, pour se solidariser avec notre peuple et le soutenir dans sa juste lutte.

QdP : Que pensez vous de la position du PPS et des différents partis d'opposition du Maroc ?

M.A : Les partis qui se prétendent progressistes et socialistes et font comme tous les autres partis marocains, nous regrettons bien qu'ils ne soutiennent pas notre juste lutte, les aspirations de notre peuple. Les partis qui se prétendent progressistes et socialistes doivent soutenir notre peuple dans sa juste lutte afin qu'il récupère son indépendance complète, qui sera une victoire complète pour tous les progressistes, et non pas participer à la tentative d'anéantissement du peuple sahraoui. propos recueillis par Tobias Engel.